



"Travailleurs de tous les pays, unissons-nous !"
Karl Marx

PSA Peugeot-Citroën Trémery

Le 22 avril 2014

Valls, allié favori du patronat et ennemi juré des travailleurs

« *Volontaire* », « *courageux* », « *efficace* », les médias ne tarissent pas d'éloges sur le nouveau Premier ministre. Sur la foi d'un sondage indiquant qu'e 58 % des Français sont « *satisfaits* » de sa politique, ils brodent sur la « *popularité* » de Valls comparée à celle de Hollande. Que le sondage, réalisé quinze jours après sa nomination, soit complètement bidon, ne les gêne pas.

En revanche, c'est certain, Valls a la cote auprès du patronat. Reçus en fin de semaine à Matignon, les représentants du Medef, des PME et des artisans sont, paraît-il, tombés sous le charme. « *Je lui donne une note très supérieure à celle de son prédécesseur* », aurait lancé un participant.

Et pour cause ! Tous les cadeaux promis dans le pacte de responsabilité d'Ayrault seront au rendez-vous, avec en prime un cadeau bonus : « *zéro charge sur le smic* ».

« *Zéro charge* » est la revendication du Medef et de la droite depuis fort longtemps. Depuis tout aussi longtemps, tous les Premiers ministres annoncent des baisses ou des exonérations de certaines cotisations. Eh bien, Valls fait plus vite et plus fort : sur le smic, il les supprime toutes ! C'est un cadeau de 2 000 euros par an et par salarié et un encouragement à payer les travailleurs au smic.

À ce cadeau bonus, s'ajoutent la diminution des cotisations familiales sur les salaires jusqu'à 3,5 fois le smic, la suppression d'une contribution payée par les entreprises d'un montant de 6 milliards, la baisse de l'impôt sur les sociétés et les 20 milliards du crédit d'impôt compétitivité emploi. Au total, le gouvernement offre 38 milliards au patronat.

Mais, nous dit-on, Valls a aussi pensé aux salariés les plus mal payés : le smic net augmentera au 1^{er} janvier 2015.

C'est une escroquerie. Outre que le gain pour les smicards - 1,36 euro par jour - est dérisoire, il s'agit d'un tour de passe-passe car l'augmentation du salaire net sera obtenue en baissant les cotisations salariales. Autrement dit, le salarié gagnera d'une main ce qu'il perdra de l'autre, car ce sera autant d'argent en moins qui financera les prestations maladie, chômage, famille ou logement.

Comment ces prestations seront-elles payées demain si l'argent des cotisations patronales et salariales ne rentre plus dans les caisses ? Le gouverne-

ment ne le dit pas. Mais il n'y a pas besoin d'être expert économique pour comprendre que, tôt ou tard, on nous dira que la Sécurité sociale n'a plus d'argent et qu'elle ne peut plus verser ce qu'elle payait auparavant.

C'est ce qui vient de se produire avec l'accord sur l'indemnisation chômage conclu entre le Medef, la la CFDT, FO et la CFTC. Sous prétexte qu'il y a déficit de la caisse de chômage, les droits des chômeurs vont être rognés de 800 millions d'euros. Même les chômeurs âgés ne seront pas épargnés !

Demain, Valls nous fera le coup sur l'assurance maladie, les prestations logement, famille, les aides au transport, les retraites - encore. Et ce d'autant plus qu'il s'est engagé à faire 50 milliards de baisses dans les dépenses publiques.

Sur la lancée d'Ayrault, Valls s'apprête à mettre en œuvre les mesures les plus rétrogrades, les plus régressives que l'on ait vues depuis bien longtemps.

Comme la droite, les socialistes justifieront leurs attaques contre la Sécurité sociale en expliquant qu'ils veulent la sauver. Ils demanderont des sacrifices pour la compétitivité, pour combler les déficits, en jurant qu'après cela ira mieux pour tout le monde.

On nous joue cette musique depuis des années, pour le résultat que l'on connaît : chômage, bas salaires, exploitation pour les classes populaires, profits et sinécures pour une minorité.

Les grandes familles capitalistes, pourtant responsables de la situation catastrophique dans laquelle nous sommes plongés, ont été confortées par la crise. Aujourd'hui, elles jouent à nouveau leurs fortunes au casino de la spéculation. Il y a peu, Bouygues mettait 15 milliards sur la table pour racheter SFR.

Alors, quand les politiciens expliquent qu'il faut faire des efforts parce que le grand patronat ne peut plus payer les cotisations et qu'il est forcé de licencier, ils mentent et se rendent complices de la guerre sociale qui consiste à appauvrir la grande majorité pour enrichir une toute petite minorité.

Pour les Hollande et Valls comme pour les Sarkozy et Le Pen, les travailleurs ont le sort qu'ils méritent. Mais tôt ou tard, les galériens de l'économie, les les travailleurs, les ouvriers, les employés, les petites mains, sans qui rien ne pourrait tourner dans cette société, se lèveront, et ils revendiqueront leur dû.

Il faut choisir son camp

On entend dire qu'il y aurait trop de RG, des cadres de haut niveau seraient poussés dehors. Certains qui justifiaient les suppressions d'emplois sont confrontés à la suppression du leur.

Du cadre à l'ouvrier, personne n'est à l'abri de la rapacité des actionnaires.

Participe... action !

Le montant de la participation a été ressenti par tous comme une véritable provocation.

À Valenciennes, un bon nombre de salariés ont collectivement versé le montant de la participation aux Restos du Cœur. À Sochaux, de faux chèques ont été remis à la direction. À Poissy, un débrayage a eu lieu dans une équipe rassemblant 160 travailleurs.

Nous ne sommes pas des mendiants à qui on fait l'aumône.

Qui coûte trop cher ?

Tavares ne gagnera pas 130 000 euros par an, comme nous l'avons écrit par erreur il y a quinze jours, mais dix fois plus, 1,3 millions d'euros. Et encore c'est un minimum : Varin avait renoncé à sa part variable, Tavares non. Il y tient, elle peut aller jusqu'à 2 millions par an.

Et à nous qui gagnons en un mois ce que Tavares gagne en une demi journée, le Medef vient expliquer que le Smic est encore trop élevé !

Chapeau la retraite

Tavares touchera une retraite chapeau, certes moins scandaleuse que celle annoncée pour Varin mais quand même très confortable : 390 000 € par an, elle ne pourra pas excéder 30% de son salaire de référence. En guise de chapeau, un vrai sombrero !

Culture fric

Interrogé par le journal *Les Échos*, Carlos Tavares a affirmé : « *nous devons renforcer la culture du profit au sein de l'entreprise* ». Il voulait sans doute parler de la culture des radis ou de l'oseille que notre travail rapporte aux actionnaires.

On n'a pas la même culture...

Entre les départs en congé sénior et en PREC, ce sont plusieurs centaines d'emplois qui vont disparaître alors que l'activité augmente. C'est la culture de l'embauche qu'il faut renforcer.

Aulnay : PSA licencié, gouvernement complice

Depuis le jour de la signature du PSE à Aulnay, la direction a reclassé moins de la moitié des salariés.

Sur un effectif de 2 712, il n'y a eu que 1 009 salariés mutés sur des sites de PSA.

890 salariés ont été licenciés, avec des promesses d'embauche qui leur permettaient de toucher, en plus, 10 000 euros et douze mois de salaire... la plupart se retrouvent aujourd'hui à Pôle Emploi.

La ré-industrialisation du site d'Aulnay devait procurer 600 emplois ? Aujourd'hui, seuls 9 salariés devraient en bénéficier. Sur les 300 emplois réservés par la SNCF, RATP et ADP, seuls 54 salariés ont été retenus. C'est ça la réalité du zéro licenciement !

Chinoiseries

A entendre la direction, il n'y aurait qu'en Chine que PSA gagne de l'argent. Ce qui ne veut rien dire, comment isoler un bout du groupe de l'ensemble ?

PSA n'a jamais cessé de gagner de l'argent à l'échelle du groupe mondial qu'il est. Les pertes affichées ne servent qu'à justifier fermetures d'usines, suppressions d'emplois et aggravation de nos conditions de vie et de travail.

S'en prendre au coût du capital

Selon PSA, la fermeture d'Aulnay et le « Nouveau contrat social » vont diminuer la part des coûts salariaux de 2,6 points (ils passeront de 15,1% du chiffre d'affaires à 12,5% en 2016).

On nous parle toujours des coûts salariaux mais jamais des coûts du capital, du coût des banques... Il y aurait pourtant de quoi gratter ! Mais ça il faudra qu'on l'impose... par un « Nouveau combat social » !

Que va faire l'actionnaire Montebourg ?

Tavares a annoncé que les achats auprès des fournisseurs implantés dans les pays où les salaires sont très bas devraient passer de 20% à 40%. Autrement dit PSA va continuer à supprimer des emplois massivement chez les sous-traitants.

Et dire que c'est au nom de l'emploi qu'ils ont imposé le Nouveau contrat social et que le gouvernement apporte 700 millions à la famille Peugeot...

Si ça c'est moderne...

Pour la direction, le passage à une seule ligne des usines de Mulhouse et de Poissy, c'est de la « modernisation ». Moderne ? De faire crever à la tâche ceux qui ont un emploi et de désespérer ceux qui n'en ont plus ?

C'est bientôt la Fête nationale de Lutte ouvrière, les 7, 8 et 9 juin, à Presles dans le Val-d'Oise. Réservez votre carte d'entrée : achetée en avance avant le 5 mai, 12 €. Renseignements auprès de nos militants ou en écrivant à lo.psa.moselle@gmx.fr